

Le FMI alerte sur le décrochage français



Par **Jade Grandin de l'Eprevier**

22 novembre 2022 à 6h00

A force de dépenser sans compter, la France creuse l'écart d'endettement public avec les autres pays européens. Au risque de s'appauvrir à long terme



Kak

Les faits -

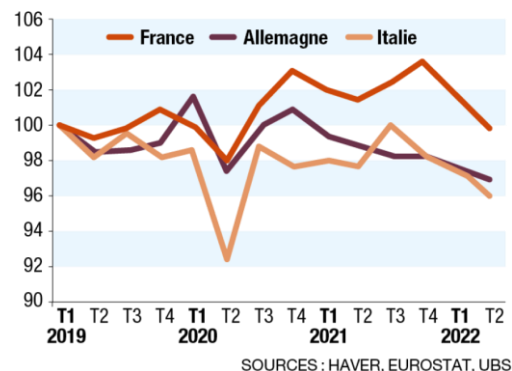
Le Fonds monétaire international a exhorté lundi le gouvernement français à mener des réformes structurelles comme celle des retraites et de l'assurance-chômage. Moins optimiste sur la croissance, le FMI pense que le déficit va continuer de creuser l'endettement. L'exécutif peine à trouver un accord avec Les Républicains sur la trajectoire des finances publiques.

L'économie française résiste plutôt bien à la crise énergétique ; mais ses vieux démons reviennent la hanter. Parti comme c'est, « le déficit public restera supérieur à son niveau de stabilisation de la dette », et donc cette dernière continuera d'augmenter, « creusant un différentiel déjà important avec les pays européens comparables », alerte le Fonds monétaire international (FMI) dans son rapport annuel sur le pays publié lundi.

La copie du gouvernement sur la réponse à la crise énergétique en 2023 récolte plusieurs critiques de l'institution : soutien public trop généreux et **indifférencié pour tous les ménages**, consolidation budgétaire renvoyée à 2024, mesures non financées comme **la suppression de la cotisation de la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**... Et le FMI ne mord pas à l'optimisme de l'exécutif. Quand le ministre de l'Economie Bruno Le Maire souligne, lundi, que la France est « la seule en Europe à avoir désormais un taux de participation sur le marché du travail au-dessus des niveaux de 2019 », le Fonds rappelle que ce dernier reste « inférieur à celui de nombreux pays comparables et [que] des problèmes subsistent, en particulier chez les travailleurs peu qualifiés et les jeunes ».

La France cajole le pouvoir d'achat

Evolution du revenu disponible réel des ménages (pouvoir d'achat), Premier trimestre 2019 = 100



Là où l'exécutif envisage 1 % de croissance en 2023 et un retour sous les 3 % de déficit en 2027, le FMI prévoit 0,75 % de hausse du PIB l'année prochaine et un déficit de 4,5 % à moyen terme qui conduirait à l'augmentation mécanique de la dette publique année après année, faute de réformes.

Minima sociaux. C'est là le cœur du problème : le gouvernement réussira-t-il à finir sa réforme de l'assurance-chômage et mener une réforme des retraites ambitieuse ? Il faudrait aussi, selon le FMI, rationaliser les dépenses fiscales en faveur des combustibles fossiles (TICPE, gazole non routier...) et du logement, repenser celles en faveur de la Recherche et développement (**on devine qu'il s'agit du Crédit impôt recherche**), rationaliser les effectifs de la fonction publique, réduire les doublons entre les administrations territoriales et centrales, simplifier les régimes de minima sociaux, rémunérer les enseignants en fonction des résultats et les inciter à travailler dans des zones défavorisées, rationaliser les dépenses d'éducation relatives au personnel non enseignant...

Certes, la France a dégainé son bouclier énergie si tôt qu'elle a empêché la formation d'une spirale prix-salaires, plus coûteuse sur le long terme. Si bien qu'aujourd'hui, « elle a le niveau d'inflation le plus faible en Europe », s'est félicité Bruno Le Maire lundi. **Cela favorise notre compétitivité.** Mais l'Hexagone partait aussi avec des boulets aux pieds : part des retraites dans le PIB plus élevée que dans les autres pays européens, davantage de prélèvements obligatoires, moins d'industrie.

« C'est vraiment en 2023 que l'on mesurera le décrochage français en termes de finances publiques, car la dette se stabilisera à un niveau extrêmement élevé alors qu'elle baissera en Allemagne, on en aura bientôt le double, avertit Christian Saint-Etienne, membre du Cercle des économistes et professeur titulaire de la chaire

d'économie industrielle au CNAM. Depuis cinquante ans, tous les gouvernements de gauche comme de droite, face à un choc externe (en 1974, en 1980...), choisissent toujours de protéger les ménages et de laisser les entreprises encaisser le coût, exactement l'inverse de ce que font l'Allemagne et le Japon, qui s'en portent beaucoup mieux sur la durée. Fidèles au paradigme keynésien et à une vision archaïque de l'économie, les dirigeants cherchent à maintenir la demande, et prennent des mesures à la marge sur l'offre. Le résultat est l'affaiblissement du secteur productif, de la productivité et de la croissance. Cela a contribué à l'appauvrissement exceptionnel de l'économie depuis vingt ans. Le pouvoir d'achat moyen de la population a perdu plus de dix points par rapport à l'Allemagne et aux Pays-Bas. On protège les ménages à court terme mais on les appauvrit à moyen terme ».

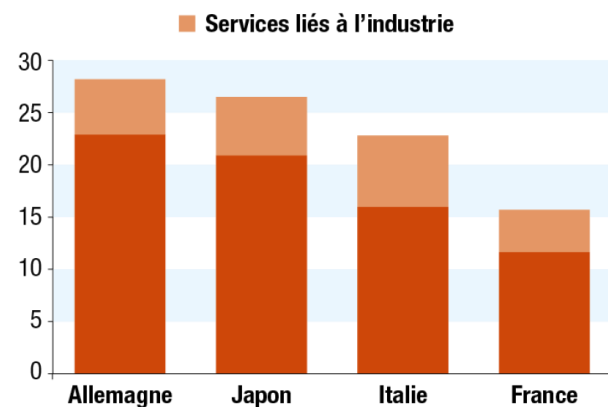
Durant la décennie qui a suivi le premier choc pétrolier, l'investissement des entreprises françaises a décroché par rapport à la croissance, alors qu'il va normalement plus vite : les entreprises ont absorbé le choc et moins nourri la croissance future. Il risque de se produire la même chose aujourd'hui, alors qu'il faut investir massivement dans la transition écologique, les compétences, l'innovation, la dépendance.

Concurrence allemande. Grâce à ses marges de manœuvre budgétaire, [l'Allemagne a dégainé en octobre 200 milliards d'euros](#) pour soutenir son tissu productif. En France, le gouvernement a dû simplifier son dispositif car trop d'entreprises sortaient de la raquette, et de nombreuses conditions subsistent pour obtenir une aide. Il prévoit de dépenser 10 milliards d'euros d'ici à fin 2023.

« Nous avons perdu une partie de notre souveraineté financière et budgétaire, s'inquiète Véronique Louwagie, députée LR de l'Orne et vice-présidente de la commission des finances. Je regrette le renoncement du gouvernement à redresser rapidement nos dépenses publiques. Alors qu'un grand nombre de pays sera revenu sous les 3 % de déficit en 2025, nous serons, en 2027, quasiment le dernier en Europe à y parvenir. Notre dette va augmenter pour atteindre quasi 3000 milliards d'euros, c'est intenable ».

Le retard de l'industrie française

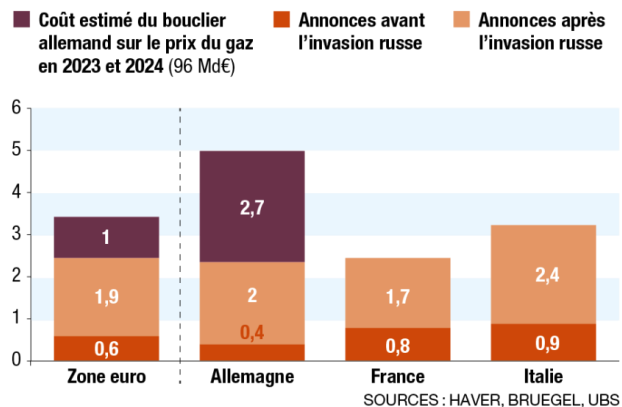
Part de l'industrie dans le PIB, en %



SOURCES : OCDE, UBS

L'Allemagne en a sous le capot

Mesures budgétaires face à la crise énergétique, en % du PIB



Dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2023-2027, les députés Républicains ont proposé un « plan de sobriété bureaucratique » avec 20 milliards d'euros d'économies d'ici à 2025, puis 10 milliards d'euros en 2026 et 2027. Ils citent l'estimation de l'OCDE selon laquelle le coût des services publics en France est supérieur de 3,4 points de PIB à la moyenne des pays avancés (soit 84 milliards d'euros). Comme cette LPFP est un engagement européen, [la majorité espérait un accord avec LR en commission](#)

[mixte paritaire](#) (CMP) mais il subsiste « plusieurs points de désaccord » comme les dépenses des collectivités locales et surtout la trajectoire de la dette publique, explique Véronique Louwagie. L'exécutif pourrait ainsi être contraint de renoncer à la CMP et présenter à Bruxelles un texte non voté. Dans l'entourage du ministre des comptes publics Gabriel Attal, on tempore.

« Depuis 2010, la France n'est plus gouvernée avec des décisions courageuses, sur les collectivités locales, la sécurité sociale, abonde Christian Saint-Etienne. Le grand loupé d'Emmanuel Macron est de ne pas avoir fait aboutir une réforme des retraites paramétrique en 2019. On le paye aujourd'hui ». Pour le directeur général de Rexecode Denis Ferrand, « que l'on se repose la question du décrochage français est une nouvelle illustration de l'absence totale de coordination européenne face à cette crise, alors que le choc était plutôt homogène ». C'est le Vieux continent dans son ensemble qui est menacé d'en pâtir face aux Etats-Unis et à l'Asie, où l'énergie est demeurée moins chère.